COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 18 OCTOBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50 F

EDITORIAL

Pour une offensive véritable des travailleurs.

Il est manifeste que depuis plusieurs jours, sinon plusieurs semaines, les travailleurs, les jeunes, toute la population laborieuse de Guadeloupe et de Martinique est parcourue par un désir de lutte qui grandit.

Ici ou là le mécontentement éclate et se transforme en lutte. Ce sont les hospitaliers de Pointe-à-Pitre qui font reculer la direction de leur administration en l'obligeant à revenir sur un licenciement. Ce sont, à Fort-de-France, les jeunes des écoles, futurs travailleurs des LEP-CET et jeunes lycéens qui entrent en lutte. Les parents - des travailleurs dans leur grande majorité - mécontents de la rentrée scolaire débordent d'activité, se mobilisent, participent à des réunions, forment des délégations pour faire entendre aux administrateurs coloniaux qu'ils en ont assez de cette situation.

Partis et syndicats de toutes tendances ne sont pas insensibles à cette ardeur nouvelle qui parcourt les couches laborieuses de la population. Réunions et appels à la lutte se multiplient.

Le Parti Communiste martiniquais vient de diffuser massivement un tract qui se veut un tel appel à lutter.

En Guadeloupe, les syndicats appellent (hormis le courant dirigé par les nationalistes : UTA-SGEG...) à la grève du 19 octobre - cette grève est présentée comme une grève générale d'une journée.

Mais ni en Martinique, ni en Guadeloupe les grandes organisations ouvrières, partis ou syndicats ne proposent la préparation d'une véritable offensive des travailleurs pour changer leur sort.

Les maux dont souffrent les travailleurs sont graves. La situation économique des deux îles est catastrophique. Seuls d'incurables optimistes ou des béni-oui-oui irresponsables comme les soi-disant élus, députés et autres... peuvent se fier aux déclarations du gouvernement et aux bilans favorables qui ne coûtent que le temps de les dire.

Des solutions au chômage, aux licenciements, aux fermetures d'entreprises, à la mainmise des capitalistes sur les terres, etc... à tout cela la classe ouvrière peut opposer un programme qui lui soit propre. Un programme qui tient compte des intérêts des différentes catégories de travailleurs, ceux des

(suite en page 2)

Guadeloupe

PARTICIPONS À LA GRÈVE DU 19!

Le jeudi 19 octobre, l'intersyndicale constituée des syndicats CGT FEN, UIG-CFDT, UD-FO, SPECOG, FTG appelle à une grève générale. Les mots d'ordre avancés sont entre autres :

- Pour le respect des droits syndicaux, contre la répression et l'arbitraire colonial
- Pour le plein emploi
- Contre la liquidation de l'industrie sucrière et pour l'attribution des terres à ceux qui les travaillent
- Pour l'amélioration du pouvoir d'achat
- Pour l'ouverture de négociations, pour la satisfaction des revendications présentées.

Mais ces mots d'ordre ne suffisent pas pour entraîner tout le monde à participer à la grève du 19. En fait, ce n'est pas la première fois qu'une telle grève sera organisée. Et, sauf si les travailleurs décident le contraire, cette

grève générale d'une journée risque fort de rester sans lendemain.

Pourtant, si les travailleurs veulent obtenir satisfaction, ils ont les moyens, en dépit de la timidité de leurs directions syndicales, d'aller au-delà d'une grève de 24 H.

La grève illimitée jusqu'à satisfaction est certainement un plus sûr moyen de faire plier les patrons.

En tous cas, pour le dire, il vaut mieux être le plus nombreux possible à faire la grève jeudi 19 octobre.

RENDEZ-VOUS JEUDI MATIN A 10 H
DEVANT LE HALL DES SPORTS DE POINTE
À - PITRE !

o - o - c

Martinique

L.E.P. DILLON : « A BAS LES L.E.P.-CASERNES »

Au L.E.P. Dillon, les élèves sont en grève depuis le vendredi 12.

Ils ont exprimé à plus d'une reprise leurs revendications lors de plusieurs manifestations dans les rues de Dillon et de Fort-de-France.

Ils exigent du matériel pour leurs sections (qui sont essentiellement des sections d'administration et de comptabilité) l'amélioration de leurs conditions de travail, ainsi que l'abrogation des mesures répressives prises dans l'administration contre les élèves de l'établissement.

Ils protestent notamment contre l'absence de liberté d'expression et de salle de réunion, et c'est avec vigueur qu'ils scandaient leur slogan dans les rues : "NON au L.E.P. caserne"!

Ils ont bien conscience d'être embri-gadés dans les L.E.P. pour être préparés à subir demain sans broncher l'exploita-

tion des patrons.

Et ils s'inquiètent aussi de l'avenir incertain qu'on leur prépare en leur donnant une formation qui ne débouche que sur des "B.E.P.-émigration". C'est pour cela qu'ils ont formulé une plate-forme de revendications sur laquelle ils appellent les élèves des L.E.P. à s'organiser et à lutter.

J. BIBRAC

Directeur de publication : M.E. ZUZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
5ème supplément au mensuel N° 91

EDITORIAL

(suite)

villes comme ceux des campagnes.

Mais le premier pas à accomplir c'est déjà d'affirmer, dans les faits, sa volonté de lutte.

Face à la situation créée par les capitalistes, il faut un mouvement d'ensemble des travailleurs. Aucun mouvement épisodique, par à-coups, ne permettra de changer quoi que ce soit.

C'est pourquoi cette grève du 19 en Guadeloupe doit être -si les travailleurs le veulent- le début d'une lutte prolongée jusqu'à satisfaction de certaines de leurs revendications les plus pressantes et les plus importantes.

guadeloupe
MAILLARD,

vieux routier
de "la coloniale"

L'un s'en va, l'autre arrive. Le nouveau préfet, Maillard entre en fonction.

Un vieux routier de "la coloniale" comme ils disent Ses lettres de noblesse sont en effet ses six années d'activités coloniales de 1962 à 1968 aux Antilles.

En 1967, Maillard était directeur de cabinet du préfet de l'époque, lorsque l'administration faisait tirer sur la population de Pointe-à-Pitre...

Dans le cas où cette même administration s'aviserait de renouveler ses exploits militaires, pour sûr qu'elle trouverait en Maillard un homme d'expérience....!!!

ERRATUM

Lutte des élèves
en martinique

Des "coquilles" se sont malencontreusement glissées dans l'article intitulé "Les élèves des LEP en lutte".

Nous présentons donc nos excuses aux lecteurs du CO paru le 15 octobre.

Ainsi ce sont les élèves des lycées qui manifestèrent dans Fort-de-France le Mercredi 11 octobre et se heurtèrent ensuite aux barrages des flics, et non les élèves des LEP comme il a été écrit.

Quant aux élèves de LEP, seuls ceux de la Dillon manifestèrent deux jours plus tard dans le quartier de la Dillon.

Du reste les articles de la présente parution font le point sur la situation dans les LEP (ex CET) et les lycées de Martinique.

UN NOUVEAU Pape,

des CROYANCES MOYENNAGEUSES, RETROGRADES.

Après 48 heures, les cardinaux réunis en conclave ont élu un nouveau chef de l'église catholique.

Le cardinal polonais Karom Wojkyla archevêque de Cracovie a pris le nom de Jean Paul II, entendant par là annoncer qu'il s'apprête à poursuivre l'oeuvre de ses prédécesseurs.

Cette élection religieuse s'est déroulée selon le même cérémonial que la précédente. Fumée noire, fumée grise, fumée blanche, ont tenu en haleine les chrétiens durant de longues heures.

Ainsi, se trouvent perpétués des rites moyennageux qui, lorsqu'ils concernent l'élection ou le couronnement d'un roi, empereur, ou autre chef "de droit divin", font sourire bien des gens.

Durant toute cette période de mise en place des nouveaux papes, les dignitaires de l'église ont été interrogés à

la télévision et aussi certains responsables locaux, sur les ondes de FR3.

Dans ces interviews, ils se sont montrés toujours soucieux de donner leur préférence à un pape "proche des pauvres".

Et lors de l'élection de Jean Paul Ier la presse s'était largement étendue sur les origines modestes du pape.

En fait, ce souci proclamé d'être "proche des pauvres" est loin d'exister au sein de toute l'église catholique.

Mais surtout, le maintien des adeptes de la religion dans l'ignorance, l'obscurantisme même, le développement d'une idée de fatalité, sont des idées, qui, en dépit de la volonté affichée de se rapprocher des pauvres, ne peuvent pas les servir. Bien au contraire, elles les poussent à accepter comme une volonté de dieu leur situation et elles sont donc néfastes.

MARTINIQUE

les élèves en lutte

Depuis maintenant une semaine les lycéens de Fort-de-France sont en grève et le mouvement demeure très fort. Au moment où nous écrivons, les trois lycées de Fort-de-France, les L.E.P de Batelière de la Pointe des Nègres, de Dillon, du Lamentin et du François sont en grève. Le Lycée de Trinité devrait suivre le mardi 17.

En se mettant en grève, la jeunesse scolarisée montre qu'elle en a assez de l'austérité telle qu'elle s'applique aujourd'hui dans l'éducation : classes surchargées, professeurs absents, internats qui ne correspondent plus aux besoins, manque de liberté des établissements sco-

laires.

Bien entendu, France-Antilles s'est fait le porte-parole de la Fédération des Parents d'Elèves Lagarde, minoritaire et réactionnaire, en demandant aux parents de venir escorter leurs enfants en classe lundi 16. Malgré les pressions qu'ils ont exercé surtout au Lycée d'Etat Mixte, ils en ont été pour leurs frais puisque la grève a continué.

De toutes façons, la grève des scolarisés a reçu le soutien de la Fédération Cornee des Parents d'Elèves et des syndicats d'enseignants, notamment le S.N.E.S et le S.N.I.

CURRICULUM VITAE

de la Compagnie Fruitière

Les accapareurs regroupés derrière la dite Compagnie Fruitière sont de même nature que leurs homologues qui se sont accaparés des terres où l'on plante aujourd'hui la canne.

La "Fruitière" serait née vers 1965 à Marseille. Son capital, de 1 000 000 F environ à l'origine a plus que triplé. Mais on peut estimer à plus de DIX MILLIONS ses avoirs divers (titres, matériels etc...). Notez bien que cette "pauvre" société reçoit quand même une aide de l'état au titre du FORMA.

Elle possédait des plantations en COTE D'IVOIRE. Il semble qu'elle a dû quitter ce terrain d'exercice étant donné que le gouvernement ivoirien a nationalisé la production de banane. Mais probablement la Compagnie Fruitière n'a rien perdu, étant donné la tendresse particulière qui lie le régime d'Houphouët-Boigny

à l'impérialisme français. Les Vanmalle Mathys et autres qui président aux destinées de la dite Compagnie Fruitière n'ont donc eu aucun problème pour chercher une nouvelle terre d'élection. Les voilà donc ici.

Mais tous ces parasites, qui vivent sur le dos des travailleurs où qu'ils soient dans le monde se heurtent maintenant à l'hostilité ouverte des petits planteurs qu'ils veulent ruiner.

Mais si les paysans et les ouvriers de Guadeloupe se mobilisent contre la Compagnie Fruitière, ils doivent diriger aussi leurs coups contre tous ceux qui possèdent des domaines de plusieurs centaines d'hectares bananiers ou sucriers.

C'est contre toute la propriété foncière qu'il faut se battre et réclamer :

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT !

ACHETEZ LISEZ

LE MENSUEL COMBAT OUVRIER N° 91